

Collectif RésisteR 54  
S'informer, s'organiser, agir !  
La lutte continue !



# RésisteR!

#29 - juin 2014

*au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation*

## Debout



# les damnés de la terre !

Prix

Le prix est  
librement fixé  
par le lecteur.  
Le prix de  
revient de ce  
numéro est de  
1,00 €

Dossier spécial  
150 ans de la Première Internationale

# Comment MEI (mineurs étrangers isolés) rime avec économie ?

*Ou comment s'organise la chasse aux faux mineurs,  
ou comment faire progresser les idées racistes et xénophobes !*

Depuis plusieurs années déjà, l'arrivée de mineurs étrangers isolés en Europe (environ 8 000 par an) et donc en France (environ 1 500 par an) interroge les hommes politiques.

On pourrait imaginer les questions : comment soutenir des enfants privés de parents, de ressources ? Comment apporter sécurité et réconfort à ces enfants qui fuient guerres, misère et dictateurs de tous poils ? Comment leur apporter un statut et un avenir ?

Non. Ces questions sont complètement reléguées pour des considérations bien plus d'actualité et qui animent nos élus. Combien ça coûte ? Qui paie ? Et voilà, la machine s'emballe.

Depuis que François Hollande est élu, il est difficile pour les conseils généraux « de gauche » d'interroger l'État sur ses manquements en termes de politique sociale et de transfert de budget. Les économies préconisées sont appliquées et mettent à mal les politiques sociales des départements. Comment garder le discours sans les actes ? Jusqu'à cette élection de 2012, nous avons vu beaucoup de nos élus socialistes se mobiliser pour défendre ces jeunes mineurs isolés étrangers, ou moins jeunes, auprès du préfet, et même se porter volontaire pour un parrainage républicain d'un « sans-papier ».

Mais voilà, aujourd'hui, ils sont responsables et veulent rentrer dans le rang d'une gestion saine des dépenses publiques. La machine est en route. Les MEI mobilisent les compétences de l'État et des conseils généraux : la préfecture puisque ces mineurs rejoignent la France en provenance d'un pays étranger, la justice des mineurs puisqu'ils sont en danger sans aucune protection de leur représentants légaux, et les conseils généraux du fait de leur compétence en matière de protection de l'enfance.

En Meurthe-et-Moselle, déjà en 2012, un protocole d'accord pour la protection des MEI était signé par le préfet, le PCG54, les procureurs des TGI de Nancy et de Briey, les présidents des TGI de Nancy et de Briey ainsi que par le directeur territorial de la PJJ (protection judiciaire de la jeunesse) « pour optimiser l'accueil et l'accompagnement des MEI ». Si les intentions sont bonnes, les mesures judiciaires d'investigation éducative confiées à la PJJ prévues pour faire un bilan santé, administratif... commencent à s'assurer si ces jeunes sont bien mineurs et isolés.

En mai 2013, ce protocole est balayé par la circulaire Taubira relative aux modalités de prise en charge des jeunes (on ne dit déjà plus mineurs) isolés étrangers : dispositif national de mise à l'abri, d'évaluation et d'orientation. La circulaire est censée répondre aux départements de la région parisienne qui alertent sur le coût financier et l'engorgement de leurs services. En bon logisticien, l'État organise un système de redistribution de ces mineurs afin d'harmoniser leur présence

au niveau national. La solution est de les répartir équitablement.

La « moulinette » se met en marche. Depuis plusieurs années certains sont allés sur la détermination de la minorité : les examens osseux se succèdent et ne se ressemblent pas. Les décisions de justice se suivent et là encore ne se ressemblent pas. Des jeunes sont déclarés mineurs et confiés à l'ASE, des

examens complémentaires contredisent les premiers et on les remet à la rue. La présence de documents d'état civil devrait faire foi de la minorité. Mais que nenni, on bafoue les lois. La suspicion, la méfiance et le doute font force de lois ! La circulaire Taubira institue un dispositif conçu pour débusquer parmi les jeunes ceux qui mentiraient, tricheraient, essaieraient de bénéficier abusivement d'un dispositif de protection !



En Meurthe-et-Moselle, la machine est aussi en route ! Des jeunes sont accueillis par l'ASE, mis à la rue au gré des décisions de justice sur la minorité ou pas ! D'autres arrivent et sont orientés vers d'autres départements... Certains sont déposés sur le trottoir à leurs 18 ans, sans soutien pour engager des démarches de demandes de titre de séjour... évidemment ils ne remplissent pas les conditions pour espérer obtenir un accord à la discrétion du préfet. Arrivés depuis moins d'un an ou en transit d'un département à l'autre, pris dans les rouages des administrations, ils n'ont pas pu commencer à suivre des cours de français pour espérer commencer un cursus de formation professionnelle.

Les professionnels de la protection de l'enfance sont bousculés dans leur éthique et sont mis à rude épreuve. Certains, par conviction politique ou professionnelle ou par humanité, résistent et essaient de ne pas contribuer à cette purge organisée. D'autres, plus serviles par confort ou conviction politique, appliquent à la lettre ! On sait qu'en d'autres temps, certains ont facilité des changements d'identité pour sauver des personnes. On les appelle aujourd'hui des résistants. Comment appellerons-nous demain ceux qui ont contribué à contester l'identité de ces jeunes pour les jeter à la rue et au désespoir ?

La France reste frileuse dans ses relations internationales pour défendre des intérêts économiques. Si elle veut continuer ses relations commerciales avec des pays qui bafouent les droits de l'Homme, elle doit accepter d'accueillir les victimes qui cherchent à fuir... Si elle veut laisser l'état de la planète se dégrader au nom du développement, elle doit accepter d'accueillir les victimes du réchauffement climatique...

Françoise de 3e génération



# Tout va mal

Voilà, ces fameuses élections européennes ont eu lieu, bien organisées (documents reçus l'avant-veille du scrutin, nécessité d'apporter son bulletin de vote, si on tenait à voter pour des listes trop pauvres pour s'en payer, mais bon, au point où en sont les finances de l'État, on va pas réclamer des observateurs africains pour autant), et surtout : bien préparées, côté mise en condition du citoyen, information, réflexion sur les enjeux, tout ça. Tiens, il y a à peine quinze jours, en pleine campagne électorale donc, *la Semaine* N° 212 (du 7 au 14 mai) arborait un titre aussi politique qu'offensif : « *Passer des paroles aux actes* ». Mais en fait, non, ce n'était que le sous-titre. Le titre, c'était : « *Propreté* ». Et la photo le confirmait : un gros tas d'ordures défigurait un beau bâtiment nancéen. Mis à part les montagnes d'immondices s'accumulant dans les rues de Nancy, il y avait en effet de quoi s'inquiéter; l'éditorial du même numéro de *la Semaine* l'expliquait longuement : le président de la République était sur un toboggan, les sondages sur son impopularité le prouvaient. Il avait été tout juste capable de se faire élire, maintenant, il dégringolait. Vous ajoutiez à cela les « *gesticulations d'Arnaud Montebourg* », et quelques variations métaphoriques plus ou moins réussies sur la faiblesse présidentielle, et vous mettiez en regard la dette qui gonfle et l'absence de compétitivité, et vous compreniez que le redressement, ce ne serait pas pour demain. Mais si tout allait mal, ce n'était pas seulement la faute à Hollande et au PS, c'était aussi que « *nous* » vivions au dessus de nos moyens depuis 30 ans. Ah ce « *nous* », délicieux concentré de masochisme et d'hypocrisie. L'éditorialiste l'assumait-il vraiment ? Regrettait-il d'avoir durant ces trente années bénéficié à outrance des écoles, hôpitaux, routes, et autres infrastructures et services collectifs ? Ou considérait-il *in petto*, que c'était son voisin – ou peut-être plutôt, allez, au hasard, l'habitant du Haut-du-Lièvre, qu'on avait un peu trop gavé ? Ou comptait-il sur le/la lecteur/lectrice pour faire son *mea culpa*, et surtout « *l'effort nécessaire* » ? En tout cas, notre premier ministre a bien compris le message des urnes de ce dimanche, lui : 25 % des votants ont confirmé « *la montée des extrêmes* » prédite (pluriel à savourer) et la réponse fuse : on va baisser les impôts. Tenez mon brave et tâchez de voter mieux la prochaine fois, parce que là, ça fait quand même un peu plouc, ce résultat, surtout par rapport aux voisins... Ceci dit, 25 % des voix de ceux qui se déplacent pour le FN, c'est rageant. Il faut dire que le « *séisme* » était bien préparé : à force de conjurer les catastrophes, on finit par les faire arriver ; mais on peut douter que ce soit en faisant la morale aux classes « *populaires* » qu'on les convaincra qu'elles sont dans l'erreur, à supposer qu'elles soient la bonne cible des indignations post-électorales. Au fait, et l'Europe dans tout ça ? Ah oui, l'internationale des travailleurs ! Justement, on va en parler, paraît-il, du 13 au 15 juin, au Grand Sauvoy !

R

## Mes abrutis à moi

Vendredi 2 mai. Rue des Quatre-Églises. Une clameur monte de la rue. Putain ! J'ai dû rater quelque chose. J'aurais dû lire mes mails. La révolution a démarré et on m'a pas prévenu. Vite me précipiter à la fenêtre pour mieux me rendre compte. Je perçois au loin une horde de jeunes gens, en vélo. Pas de Véloration prévue ce jour. La clameur et leur image se précisent à mesure qu'ils avancent. Mis à part quelques rares visages qui me sont familiers, je ne reconnais personne. Je finis par comprendre ce qu'ils scandent : « *PLUS D'ARGENT, PLUS D'PETROLE : PREPAREZ VOS GUIBOLES !* »

Alors là je commence à comprendre. Ce sont des jeunes *européen(e)s-écologistes-vert(e)s* (pas facile comme nom) qui se réunissent à Nancy. Je les avais remarqués la veille dans le défilé du 1er mai. Et là leur slogan m'afflige. Être jeunes, se dire écologistes, se retrouver pour un rassemblement politique national et ne rien avoir d'autre à revendiquer que la nécessité de faire du vélo. Poser la question environnementale au travers de la seule responsabilité individuelle relève pour moi du degré zéro de la pensée. Et encore, ils ne se posent même pas de question, ils se réjouissent du tarissement des matières premières et de notre appauvrissement parce que ceux-ci vont nous contraindre à pédaler.

Je me dis alors que le productivisme capitaliste a encore de beaux jours devant lui. Personne pour venir le titiller sur l'usage et la répartition de la richesse mondiale. Personne pour interroger les phénomènes d'aliénation qui nous conduisent à travailler plus pour consommer plus. Personne pour envisager un processus démocratique de décision de ce qui est socialement utile ou pas de produire. Personne pour tenter d'imaginer de nouveaux rapports humains.

Alors je me dis que les jeunes *européen(e)s-écologistes-vert(e)s* d'aujourd'hui ressemblent étrangement aux jeunes giscardien(ne)s de ma jeunesse à moi. Avec cette prétention à incarner l'avenir alors qu'ils ne servent que la soupe aux puissants. En toute subjectivité et avec une pointe de férocité j'en ferais bien mes abrutis du moi.

Jencri

R



# Vivre ...

## de la politique

Il existe une tradition anti-politique qui utilise comme argument principal le montant des indemnités et avantages divers que les élu-e-s se votent à eux-mêmes, dans un grand élan de générosité bienveillante et de philanthropie bien orientée. Nous ne mangeons pas de ce pain-là, ni ne crions avec la meute. Même si, dans son dernier livre, *Le Métier d'élus local*, paru en 2014, René Dosière, député de l'Aisne, explique à quel point les élu-e-s n'ont pas encore pris conscience de la crise, ou plutôt comment celle-ci ne les atteint toujours pas. Quand bien même cet aveuglement de leur part pourrait suffire à expliquer l'orientation des politiques menées actuellement.

Le 8 mai dernier, *l'Est républicain* a réalisé un joli coup éditorial, sous la plume de Philippe Mercier. La « une » du quotidien annonçait tout de go que le président de la communauté urbaine du Grand Nancy, André Rossinot, que l'on ne présente plus, venait, le 14 avril, de faire voter le doublement de ses indemnités de mandat, sans aucune opposition, par le conseil de communauté. Le fait-diversier n'avait pas eu à enquêter trop longtemps sur ce sujet épineux – la CUGN étant un annonceur important de ce journal – puisque prévenu par quelques élus de gauche toujours prompts à invoquer la morale publique et à montrer l'exemple.

En tant que président d'une communauté urbaine de plus de 200 000 habitants, Rossinot a droit à une indemnité de fonction d'un montant maximal de 5 512 € brut mensuels (équivalant à 145 % de l'indice 1 015 de la fonction publique). C'est précisément la somme qui lui a été attribuée. Dès lors, comment a-t-il pu obtenir le doublement de cette

l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunération supérieur à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire. C'est pourquoi, Rossinot ne touchait « que » 8 272 € brut, la partie écrêtée étant reversée

à la communauté urbaine. N'étant plus maire de Nancy, Rossinot bénéficie pleinement de son indemnité de fonction comme président de la CU, passant de 2 757 € brut (partie non écrêtée jusqu'en mars 2014) à 5 512 € brut, soit un doublement effectif. Au total, il subit une baisse de ses indemnités de 33 % et, avec tristesse, il faut bien constater que la politique lui rapporte moins, le pauvre homme !

«  
J'ignore si,  
au bout du  
compte, c'est  
excessif ou  
non...»



« Loin des revenus des patrons d'industrie... » se désole Mercier... Il a raison : le salaire annuel moyen des patrons du CAC 40 se monte à 2,25 millions d'euros. Le journaliste se

rassure très vite puisque, fort heureusement, notre grand leader bien-aimé perçoit aussi une retraite comme ancien ministre et parlementaire. Par comparaison, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA, ex-minimum vieillesse) s'établit, après une hausse extravagante de 0,6 % au 1<sup>er</sup> avril 2014, à 792 € par mois (1 229,60 € pour un couple). Le bonheur en charentaises, n'est-il pas ?

Très judicieusement, Mercier est allé interroger sur cette affaire le président du groupe « de gauche » au conseil de communauté, Hervé Féron. En tant que député, celui-ci perçoit une indemnité 7 100 € (5 515 € de salaire de base, 165 € d'indemnité de résidence, 1 420 € d'indemnité de fonction), auxquels il faut ajouter 6 412 € de frais de mandat, sans parler de divers avantages en nature. Le maire de Tomblaine perçoit aussi, à ce titre, une indemnité de 2 091 €. Aussi, Féron déclare-t-il « ne pas être choqué, sur le fond, qu'un élu qui travaille beaucoup ait une indemnité confortable. Je ne veux pas tomber dans le populisme. Le doublement de l'indemnité du président du Grand Nancy d'un mandat à l'autre a été effectué dans le cadre légal. Je n'ai pas connaissance de ses autres revenus. J'ignore si, au bout du compte, c'est excessif ou non... » L'hôpital n'a pas osé se moquer de la charité. En août 2013, le député Henri Guaino s'était plaint dans *VSD* d'être « très mal payé ».

Les indemnités et avantages dévolus aux élu-e-s sont censés leur permettre de se consacrer à temps plein au bien public. Mais tou-te-s ne renoncent pas à leur activité professionnelle, se livrant ainsi à une autre forme de cumul. Ce régime indemnitaire n'a pas non plus permis de favoriser une diversification socioprofessionnelle des élu-e-s : les dames pipi de l'Assemblée nationale ne sont pas prêtes d'accéder au perchoir (surtout depuis que Dominique Strauss-Kahn a quitté les rangs). En raison de ses engagements publics divers et variés, et incommensurablement longs, le docteur Rossinot aura, quant à lui, beaucoup manqué à la médecine des oreilles, du nez et de la gorge.

Piéro

R



indemnité ? Eh bien, quand Rossinot était maire de Nancy, il avait droit à la même indemnité, 5 512 €, qu'il cumulait avec celle tirée de la présidence de la communauté urbaine, soit 11 024 € au total. Sauf que, cette somme était écrêtée en application de l'article L. 2123-20-II du Code général des collectivités territoriales, qui stipule qu'un élu municipal qui détient plusieurs mandats électifs ou qui, en tant qu'élus, représente sa collectivité au sein de divers organismes ou établissements publics locaux ne peut percevoir, pour

# LIBERTÉ ÉGALITÉ ACCESSIBILITÉ

C'était mardi 13 mai dernier. Place de la République à Paris.  
Une manifestation organisée sur la place pour protester contre l'injustice qui paralyse une seconde fois les personnes handicapées.

Voici 40 ans que les lois reconnaissent leur droit à l'accessibilité. Mais voici aussi 40 ans qu'ils attendent que cette accessibilité devienne réalité.

Handicap de naissance, suite à maladie, à accident. Nous pouvons tous être un jour concernés, ou un de nos proches.

Ce jour-là, nous comprendrons ce que veut dire le handicap, en France, comme en ont témoigné les 100 personnes venues dire, sur cette place, sur une estrade, chacun son tour, ce qu'est leur quotidien, ce que sont leurs frustrations, leurs chaînes, leur prison.

Voilà 40 qu'ils attendent de pouvoir aller au resto, à l'hôtel, au spectacle, au ciné, d'emprunter les transports, COMME TOUT LE MONDE

Qu'ils attendent une France ACCESSIBLE À TOUS

« on en a assez de devoir prévoir nos urgences »

eh oui, une rage de dent, c'est devoir trouver un taxi adapté, ou un bus adapté, un dentiste ayant un accès pour les PMR...

« On n'est pas libres. »

« Nous voulons être des citoyens à part entière, et pas des citoyens complètement à part. »

« Dans le stade de foot, on parque nos fauteuils de côté. On ne voit que la moitié du stade. Quand tout le monde hurle, nous on ne sait pas pourquoi. »

La loi de 2005 qui imposait l'accessibilité en 2015 doit être respectée, et pas reportée.

NON, aux nouveaux reports de 3 ans, 6 ans, 9 ans, ou aux calendes grecques que les lobbies veulent imposer.

Il faut entendre la souffrance des personnes handicapées et faire cesser cette injustice insupportable.

« Pour nous, c'est quand la liberté ? Pour nous, c'est quand l'égalité ? À quand, la fraternité ? »

Rendons valides ceux qui ne le sont pas, dans la mesure du possible.

En 1969, l'Homme a marché sur la lune. En 2014, en France, un handicapé ne peut toujours pas se déplacer comme il veut.

Alors, la lune, eux, ne la demandent pas.

Mais pourquoi, encore aujourd'hui, les bus sont inaccessibles, les hôtels idem, les cabinets médicaux ?

En angleterre, 95 % des taxis sont accessibles... Combien en France ?

Pourquoi la ségrégation dans les écoles ?

Vous qui pouvez aller à votre guise, sans vous poser de question, à la boulangerie, à une expo, chez un ami, voir votre famille...

Si vous aviez été là, place de la République, vous auriez compris que ce qui vous paraît simple et ordinaire, relève de l'impossible pour des millions de personnes.

Et après avoir attendu leur liberté pendant 40 ans, il faudrait qu'aujourd'hui ils patientent encore, et encore, et encore...

Comment peut-on accepter que notre société continue de leur imposer ces chaînes...

Comment peut on leur demander d'attendre encore....

« Les lois qu'on croyait miracles sont devenues des lois mirages, car le but s'éloigne toujours. » dit un témoin.

On ne peut pas accepter les nouveaux reports.

NOUS, VALIDES, C'EST DE NOTRE RESPONSABILITÉ DE NOUS BATTRE POUR L'ÉGALITÉ.

Vous, citoyen et citoyenne, si vous aviez été là ce mardi, sur cette place, à écouter ces hommes et femmes venus des 4 coins de France, demander à la République de leur donner ENFIN, l'égalité, la liberté, la fraternité. Vous auriez été touchés par leurs mots simples, par leur souffrance d'être prisonniers, et leur angoisse de devoir le rester.

Comme beaucoup à ce moment, vous auriez pu signer la pétition de Philippe CROIZON pour l'accessibilité.

Vous auriez tremblé d'émotion tandis que le compteur des signatures tournait, et avançait vers les 200 000...

Et au merveilleux moment, magique, où les 200 000 signatures ont été atteintes, vous auriez, sans doute, comme moi, eu les larmes aux yeux...

Alors il n'est pas trop tard. La pétition tourne toujours. L'objectif est à 250 000 signatures.

Dans une société juste, nous devrions être des millions à l'avoir signée...

Alors, participez à ce mouvement de justice et d'équité, et faites participer !

[www.change.org/accessibilite](http://www.change.org/accessibilite)

R



NANCY

**Résister! #30**

[redaction@crr54.lautre.net](mailto:redaction@crr54.lautre.net)

**Date limite d'envoi des articles : 22/06/2014 - Comité de rédaction : 23/06/2014 - Date de parution : 27/06/2014**

\* Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy

Points de dépôts :

\* Vêt Ethic : 33 rue St Michel - Nancy

\* Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy

\* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

# \_ 23 \_ P A N N E A U X \_

## Politique-spectacle : beaucoup de panneaux et pas mal d'affreux

Les frontons des écoles et des mairies en ont été recouverts, et c'est reparti pour un tour : pas moins de 23 panneaux ont présenté les listes dans l'Est de la France aux toutes récentes élections européennes. Et en y regardant d'un peu près, il y avait des choses qui faisaient peur.

D'abord la liste conduite par le renégat Edouard Martin, secondé par Catherine Trautmann, bref la liste du PS. Ils avaient trouvé un slogan du feu de Dieu : « L'austérité de Bruxelles est une erreur ». Faut-il comprendre que l'austérité de Paris, le plan d'économie de 50 milliards de Valls, la ponction de 30 milliards pour financer le pacte de responsabilité donc le patronat, tout ça ce n'est pas « une erreur » ? Ou alors qu'ils n'y peuvent rien à Paris, que c'est la faute à Bruxelles ? On comprend ce qu'on veut manifester, la suite du slogan étant « imposons une nouvelle croissance ». La croissance des profits et des inégalités sociales, on connaît, et on sait que le PS continuera à le faire. Pour le reste... on a vu que la ligne n'a pas convaincu : 12,2 % des suffrages exprimés et un siège. Mais ce n'est pas grave, Manuel Valls l'a dit, droit dans ses bottes, le soir des élections : il garde le cap. On dirait une histoire d'éléphants sur le *Titanic*...

En parcourant les panneaux, on pouvait assez vite remarquer le retour de Nadine Morano, en quasi chômage technique depuis 2012, comme tête de liste UMP. Mais à droite ça se bouscule, la concurrence fait rage. Notamment à droite de l'UMP et de l'UDI. Et avec la ribambelle des réacs affichés dans nos rues, on se serait cru tombé dans Freaks.

Il y a déjà la liste « Force vie » des amis de Christine Boutin, catholiques partisans de la famille, un revival de la « Manif pour tous ». On sait comment tout ce monde concentre des réacs, des fachos, des homophobes et on en passe. On l'avait vu aux municipales, avec une liste analogue conduite par un abruti qui avait invité la soralienne Farida Belghoul au milieu

de sa campagne électorale. Côté folklorique, ces gens-là ont cependant été doublés sur leur droite aux européennes avec la liste de l'Alliance royale : « Pour une France royale au cœur de l'Europe ». On pourrait s'interroger sur ce qui pousse les fins de race à s'exhiber ainsi, mais dans l'ambiance globale, hélas ils dénotent à peine.

Côté moins folklorique mais tout aussi réac, il y a la droite souverainiste. Dans la famille, on a d'abord l'UPR d'Asselineau, l'ancien allié de Pasqua et de Villiers dont il fut porte-parole du parti (le RPF) pendant plusieurs années. Alternant entre appels au boycott et participation aux élections, l'UPR est sur une ligne nationaliste anti-européenne très marquée, comme son cousin « Debout la République » de Dupont-Aignan. Voilà des gens qui ont tenté de surfer sur la vague nationaliste dans le sillage du FN, le gagnant officiel du week-end, conduit dans l'Est par Florian Philippot. Non sans succès pour les dupontaignantistes.

Si on fait le bilan des courses, ce ramassis de listes qui va de la droite souverainiste aux monarchistes, en passant par l'extrême droite qui s'en défend et par les cathos traditionnalistes, ce ramassis donc récolte 34 % des suffrages exprimés. Cela dit, dans la circonscription de l'Est comme ailleurs, la majorité des gens (56,83 %) ne se sont pas déplacés pour aller voter. Ramenés aux électeurs inscrits, l'extrême droite obtient le chiffre de 14,7 %. Et si on pouvait le ramener aux personnes en âge de voter, en incluant celles qui ne sont pas ou plus inscrites sur les listes et les étrangers qui sont simplement exclus du droit de vote, alors le chiffre tomberait encore plus bas. C'est beaucoup, c'est trop, mais ça laisse de la marge pour leur disputer le terrain dans les mois et années à venir, dans nos quartiers, dans nos rues, sur nos lieux de travail. Bien évidemment, si on attend la prochaine consultation électorale pour se mobiliser, c'est certain qu'on finira par perdre.

R



« Un candidat socialiste qui s'est mangé sa télé en découvrant les résultats »

# UN PAIN DE CÔTÉ, OUI MAIS DU BON !

Maryse et Vincent sont connus de beaucoup d'entre nous. Et j'imagine que je n'étais pas le seul à me poser des questions lorsque l'un après l'autre ils ont abandonné leurs emplois salariés pour ouvrir une boulangerie pas comme les autres. Alors j'ai eu envie de leur rendre une petite visite pour mieux comprendre d'où venaient les saveurs de leurs pains. Quelques bribes de nos échanges.

**On vous connaissait enseignants et militants libertaires et on vous retrouve artisans-boulangers. Vous pouvez nous expliquer le lien ?**

**Maryse :** Tout est au commencement dans notre nom. On nous disait « le bonheur c'est le progrès. Faites un pas en avant. » Et c'est le progrès mais c'est jamais le bonheur. Alors on s'est dit qu'il fallait faire un pas de côté. On ne supportait plus le rouleau compresseur, le décalage entre notre conception de l'enseignement et la commande qu'on nous passait. Alors on a cherché comment faire ce pas de côté.

On a tout d'abord pensé au maraîchage mais c'était compliqué d'acquérir des terres. Puis le pain s'est peu à peu imposé à nous. J'en faisais depuis longtemps pour nous, puis pour les amis et puis aussi pour les réunions militantes, pour la CNT. On m'en demandait, alors l'idée à mûri.

J'ai donc passé un CAP de boulanger. Le diplôme est obligatoire pour exercer la profession. Sauf pour les paysans-boulangers mais on se demande pourquoi. Savoir cultiver du blé et faire de la farine ne signifie pas forcément qu'on sache faire du pain.

Mais passer le CAP de boulanger n'a jamais signifié pour moi ouvrir un commerce où on vend du pain. Et puis on a toujours eu en tête de ne pas produire pour produire, d'éviter le gaspillage en ne produisant que pour répondre à des commandes. C'est astreignant pour tout le monde mais cela correspond à ce que nous voulions faire.

**Vincent :** Oui tout n'était pas bon pour faire commerce. Au début par exemple des personnes proposaient à Maryse de faire des stages payants où elle leur aurait appris à faire du pain. Mais pour nous, la transmission de savoirs ne pouvait pas se monnayer. Les échanges de savoirs devaient faire partie de la relation. Alors on a proposé aux gens de passer au fournil. Ils venaient donner un coup de main et en même temps ils apprenaient à faire le pain. Et ça nous a apporté énormément plus que si nous avions organisé des stages, y compris à des moments difficiles, lorsque ces personnes sont venues nous donner des coups de main parce que l'un ou l'autre d'entre nous ne pouvait travailler.

Et puis, en s'engageant dans cette activité, c'était changer notre regard sur notre manière de militer. Lorsque nous étions enseignants, nous étions dans des modèles de militantisme traditionnels où on se prend des gamelles depuis 20 ans. Nous étions salariés et syndiqués. Aujourd'hui notre militantisme est dans notre activité propre, dans comment nous continuons de réfléchir à comment nous souhaitons la mener, et comment nous envisageons notre relation avec les personnes pour lesquelles nous produisons du pain.

**D'accord, mais qu'est-ce qui vous distingue d'une entreprise classique ?**

**Maryse :** Quand nous parlions de notre projet nous ne rentrions jamais dans aucune case. A la chambre de commerce j'avais l'impression qu'ils me parlaient chinois. Et puis nous voulions faire de la boulangerie sans boutique. Nous étions plus proches de la logique des paysans-boulangers mais sans être paysans.

J'avais une copine artiste qui m'avait dit qu'elle faisait partie d'une coopérative d'artistes en Alsace et que ce type de montage devait bien exister en Lorraine. Nous avons fini par trouver Cap Entreprendre situé à Forbach. C'est une SCOP. Lorsque nous leur parlions de ce que nous souhaitions faire, ils comprenaient.

Et puis l'idée coopérative, la solidarité nous séduisaient bien

évidemment. Ils nous ont aidés à construire notre projet. Ils se sont mis à notre disposition, nous ont soulagés de certaines tâches pour nous permettre de nous concentrer sur notre activité.

Bien sûr nous contribuons financièrement au fonctionnement de la SCOP. Mais comme c'est un pourcentage de notre chiffre d'affaires, nous avons plutôt au départ bénéficié de la solidarité des autres. Ceci nous incite aujourd'hui à rester dans cette SCOP. Nous serions libres de nous en séparer et d'exister sous nos propres statuts mais il nous apparaît évident de rester afin de pouvoir faire bénéficier de la solidarité dont nous avons bénéficié.

**Vincent :** Notre participation à la SCOP nous engage aussi à prendre notre part dans le débat sur l'économie-solidaire avec les acteurs locaux ou faire la promotion des SCOP. Si nous mesurons souvent le décalage qu'il peut y avoir entre nous et les institutionnels, nous pensons important de créer ce lien avec les autres acteurs locaux, d'y porter une autre parole et une autre manière de faire.

Le fait d'être en SCOP signifie aussi pour nous d'être sous le statut d'entrepreneur salariés, statut qui demeure quand même aujourd'hui protecteur.

**Lorsqu'on arrive au fournil, on voit le logo AB sur la maison. Quelle importance ?**

**Vincent :** Nous ne sommes pas dupes. On est très critiques à l'égard du label AB. Certains organismes qui permettent d'avoir le logo sont de vraies multinationales, se foutent des conditions sociales. Je me souviens des graines de courges bio que nous prenions au départ. Elles provenaient de Chine. La nana du label cela ne la dérangeait pas. Qu'elles soient peut-être triées par des enfants car cette production demande beaucoup de main-d'œuvre non qualifiée ; qu'elles traversent la moitié de la planète, elle s'en foutait. D'accord elles étaient bio, mais quel sens ça a ? Du coup on a cherché et maintenant on a le lin et le tournesol de France.

Néanmoins il ne faut pas sous-estimer l'importance de ces labélisations auprès du grand public. Elles garantissent des modes de production et la qualité des matières premières. Elles sont sécurisantes aussi pour des acteurs institutionnels et ont donc pu jouer un rôle dans le fait que nous puissions produire du pain pour des cantines.

Maintenant on se rapproche de Nature et Progrès. On se sentait plus proche d'eux depuis le départ mais comme ils ne sont pas reconnus par l'État, ils ne permettent pas d'avoir le logo AB bien que nature et Progrès existe depuis 1964. Mais ils sont dans un esprit plus localisé. Par exemple j'avais des noix qu'on me filait, qui venaient de forêt. Les certificateurs officiels ne voulaient pas qu'on les utilise juste parce qu'elles n'avaient pas le tampon. Nature et Progrès, eux, viennent voir comment elles sont produites, contrôlent ce que nous avons de notre cabane de jardin s'il le faut, et donnent ou pas leur labélisation.

Et puis, à Nature et Progrès, ils sont plus clairs et exigeants : ils sont bio, social et local. Et par exemple pour les animaux ils ont le souci de comment ils sont traités. Et puis ils sont pour une agriculture bio, éthique et sans complaisance avec l'économie de marché.

Du coup on va passer à Nature et Progrès.

**Et ça ne va pas vous faire perdre des cantines ?**

**Maryse :** On va glisser progressivement, sur un an ou deux.

Et puis, sans prétention, on n'est pas des boulangers comme les autres. On va faire de la pédagogie et les cantines avec lesquelles on travaille vont nous suivre.

*Propos recueillis par jencr.*

**R**

## Les retraités seront dans la rue le 3 juin !

Depuis de longues années, le pouvoir d'achat des anciens fond comme neige au soleil, l'indexation des pensions sur les prix n'existant plus.

### Manifestation nationale à Paris le 3 juin !

(sud SOLIDAIRES, CGT, FO, FSU).  
Un bus partira de Nancy.

CONTACT : SUD RETRAITES 54  
e mail : sudretraites54@gmail.com

## Films à boire

Prochaine diffusion  
**lundi 16 juin à 19 h**  
au **Refuge**



- Courts métrages - Bar Le refuge - 22 rue des Soeurs Macarons -

## Soirée d'échanges sur la place des femmes et des féministes dans les révolutions

d'hier et d'aujourd'hui.  
d'ici et d'ailleurs

Discussions - Proj - Infos

"Pas de révolutions sans luttes des femmes  
pas de lutte des femmes sans révolution"



Vendredi 30 Mai 2014 à 19h30  
au CCAN 59 Rue Mon Désert, Nancy  
Entrée libre



### Collectif Debout !

Collectif féministe, nancéien et mixte  
contact@collectif-debout.org  
www.collectif-debout.org

Nancy, 30 mai 2014, CCAN, photo: M. M.

## la Marche des Fiertés LGBT de Nancy

**le samedi 31 mai 2014.**  
**Rassemblement 14 h**  
**cours Léopold.**  
**Départ 15 h.**

## Cercles de silence

**Nancy**  
**28/06 et 26/07**  
**à 15 h**  
**place**  
**Stanislas**

**Pont-à-Mousson**  
**14/06 et 12/07**  
**à 10 h 30**  
**place Duroc**

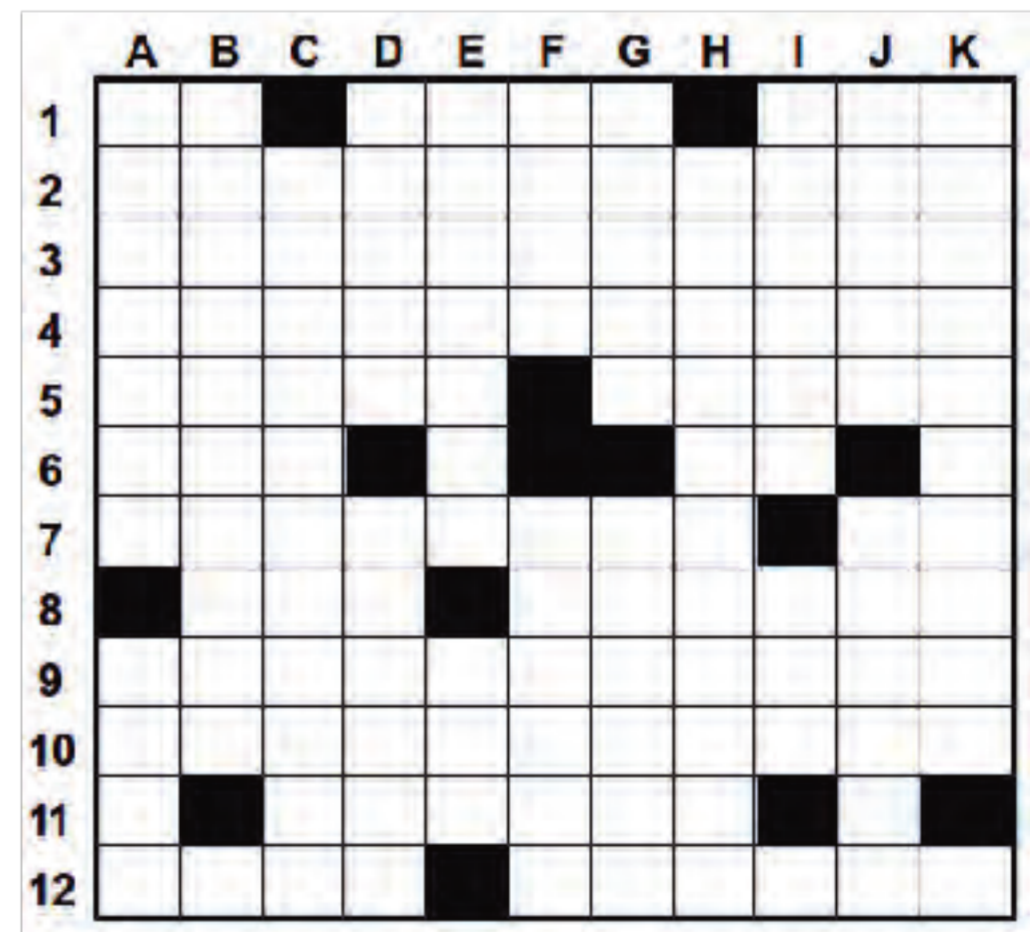
## Avec les Mots croisés de Line C la lutte délasse...

### Horizontalement

- 1 - Courant révolutionnaire de l'ex LCR - Osa tel Thomas More - Formation pour gladiateurs modernes.
- 2 - Vois d'un autre oeil.
- 3 - Exploiteurs d'ouvrières bien avant l'AIT
- 4 - Capital auquel on succombe avec entrain .
- 5 - Inhumée plus qu'à moitié - Sucrer le bout des seins.
- 6 - Celui de l'anarchie fut hélas bref - SOS.
- 7 - Jouant comme Jimmy Hendrix - Devant devant.
- 8 - Couches - Nous n'en avons pas besoin, et nous nous en méfions.
- 9 - Ce que ne fera pas la commune de Paris avec l'argent de la banque de France et qui la perdra.
- 10 - Les prises de pouvoir en sont toutes.
- 11 - Ca sent le sapin.
- 12 - Elle s'est jetée dans la Seine et n'a plus bougé depuis - Agitera la justice bourgeoise.

### Verticalement

- A - Résistent quand elles se tiennent hautes, et pas qu'à Verdun - Pas un lutteur de classes, gros!
- B - Ceux du père Duchêne étaient foutrement envoyés !
- C - Il faut croire que les politiques socialistes le sont vu la quantité de merde qu'on trouve dans les urnes.
- D - Pause de potache - Comme Staline avec la révolution d'octobre.
- E - Bakounine fut celui des barricades - Rebelle en tête.
- F - Ce que fit le Komintern de la révolution Espagnole - Elle a tes grandes saureilles.
- G - Façon de tout faire péter (2 mots) - Sans bavures.
- H - Culte abondamment pratiqué au P(S)G.
- I - Meilleurs quand ils sont défendus - Cache les odeurs.
- J - Vieil iranien - Assiéger les yeux.
- K - Embaucheras.



	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
1	E	V	A	N	G	E	L	I	S	A	T
2	N	I	B	E	N	A	A	M	O	L	L
3	R	E	S	P	O	N	S	A	B	I	L
4	I	T	E	T	U	N	O	N	E	T	R
5	C	H	E	C	H	I	A	R	E	R	A
6	H	A	N	T	E	L	A	D	A	S	P
7	I	N	T	E	R	N	A	T	I	O	N
8	R	I	N	M	C	R	O	I	T	R	A
9	A	D	O	I	N	T	E	N	T	E	T
10	S	I	N	C	E	R	E	S	A	S	S

Solutions #28